

UNE RÉVOLUTION SILENCIEUSE...

Les lampions sont éteints. Intronisé par lui-même chef suprême d'une «République» aux franges monarchiques, De Gaulle est entré à l'Elysée.

Rien à dire: 80% des Français l'ont voulu ainsi. Peut-être, après les avalanches d'impôts décrétées par le «sauveur», un nouveau plébiscite donnerait-il un pourcentage légèrement inférieur.

Mais, au delà de cette «grandeur» chèrement acquise, au delà même d'un programme économique et social, dont le conservatisme étroit et la tendance rétrograde ont désagréablement surpris certains gaullistes eux-mêmes, il est un aspect du nouveau régime qui est passé presque complètement inaperçu.

Je veux parler de l'intrusion des «grands commis» et des grands technocrates dans le domaine purement politique et de leurs prétentions, implicites ou explicites, à la direction des affaires publiques.

L'événement est, à mon avis, d'importance. Il s'agit de la poussée d'un groupe social, de création relativement récente, dont la progressive prise de conscience de son rôle dans l'économie moderne a éveillé des ambitions nouvelles. L'Histoire démontre que c'est par de telles prises de conscience que se constituent de nouvelles classes sociales, dont l'immédiate revendication est de succéder aux élites en place.

Il est bien évident que la technocratie n'est pas nouvelle en soi. Elle a pris naissance avec la concentration industrielle du capitalisme et la concentration administrative de l'Etat. Mais sa période d'incubation a été assez longue.

En France, plus précisément, et jusqu'à «l'ère» De Gaulle, les «grands commis» et les technocrates étaient restés dans l'ombre. Sans doute, leurs avis étaient-ils sollicités. Mais ils demeuraient des «conseillers de la Couronne», sans pouvoir réel. Sans doute aussi étaient-ils «ménagés» par les hommes politiques se succédant au gouvernement, ceux-ci sachant fort bien que le concours de ceux-là leur était indispensable. Et si un parti accédant au pouvoir révoquait quelques technocrates, trop engagés dans la politique précédente, ce n'était jamais sans leur offrir de substantiels dédommagements.

Mais, encore une fois, conseillers ou éminences grises, ils ne participaient pas, ou fort peu, au pouvoir.

Or, ce début de l'an 1959 marque un tournant décisif dans ce domaine: le gouvernement Debré est composé, pour près de la moitié, de technocrates et de grands commis.

Ainsi, pour la première fois, ceux-ci entrent en nombre dans les conseils gouvernementaux et on peut être assuré qu'il ne s'agit là que d'une avant-garde.

De cet événement, il faut en déduire que commis et technocrates se refusent désormais à jouer les seconds rôles obscurs: ils veulent les premières places sous les feux des projecteurs de l'actualité.

Chacun sait que le programme économique et financier du nouveau gouvernement, nominativement signé Pinay, a été établi et mis au point par l'équipe Rueff: c'était là une dernière concession aux «seigneurs» de l'ancien système. Par contre, lorsque ce programme eut soulevé des vagues de critiques, ce ne fut point son auteur présumé, le petit industriel Pinay, qui en prit la défense, mais bien son auteur réel, le grand commis Rueff. Cela sans provoquer la moindre surprise, ni soulever la moindre protestation - pas même celle de l'insignifiant tanneur de St-Chamond!

Il s'agit donc bien des premiers pas - encore un peu hésitants - d'une nouvelle classe sociale en marche vers la conquête du pouvoir.

Comment celle-ci s'est-elle constituée? Et, surtout, comment a-t-elle pris conscience de sa force?

La réponse est simple: grâce aux nationalisations des grands services publics et des grandes entreprises.

Dans les anciens trusts (gaz électricité, transports, charbonnages, etc.), les techniciens n'étaient que les seconds des grands capitalistes dont ils dépendaient étroitement. D'où un certain complexe d'infériorité... dont sont venues les libérer les nationalisations. D'abord en le faisant passer du second au premier plan. Ensuite, en leur assurant la sécurité et la stabilité de l'emploi. Peu à peu, ils ont alors pris conscience de l'importance primordiale de leurs fonctions au sein d'une économie en expansion constante vers la technicité et la concentration. De cette prise de conscience est né leur désir de succéder effectivement à des élites politiques dont l'usure est évidente.

Par ailleurs, certains indices semblent démontrer que la haute finance, abandonnant le personnel politique dont elle usait jusqu'alors pour servir au mieux ses intérêts, mise aujourd'hui sur ces nouvelles élites surgies de la concentration industrielle et administrative.

La caste techno-administrative tend ainsi, grâce aux nationalisations, à éliminer les «capitaines» d'industries à la mode du XIXème siècle et, grâce à l'usure de l'appareil politique, à se substituer aux anciennes équipes dirigeantes.

On peut être assuré que, parvenant au pouvoir, cette caste tendra, d'une part et sous couleur de «progrès social», à étendre les nationalisations à l'ensemble de l'économie et, d'autre part, à s'assurer de substantiels privilèges dans le nouveau régime, moins d'ailleurs sous la forme trop voyante de hauts traitements que sous celle d'avantages annexes: frais de «représentation», utilisation du parc automobile, jouissance des propriétés acquises par les entreprises nationalisées, etc...

Le résultat le plus clair de cette évolution en sera un renforcement de l'Etat sans qu'il en résulte une opposition réelle de la classe ouvrière, les victimes apparentes de ce renversement des valeurs paraissant être les chefs d'entreprises privées et les politiciens discrédités.

Une révolution silencieuse presque invisible est ainsi en marche.

Une révolution d'où le peuple est, hélas! absent et d'où il ne tirera aucun avantage - sinon celui, discutable, de changer de maîtres!

Maurice FAYOLLE.
